

Le Monde diplomatique octobre 1968

A l'approche de son dixième anniversaire

LA RÉVOLUTION CUBAINE TIRE LA LEÇON DE LÀ TRAGÉDIE DE PRAGUE ET DES ÉMEUTES DE MEXICO

LES épreuves n'ont guère été épargnées à la révolution cubaine. De ce fait, bien qu'elle n'ait pas encore dix ans d'âge, la voici précocement mûrie, d'autant qu'elle doit sans cesse faire face à d'innombrables difficultés internes et externes. Elle ne s'est pas assagie, mais l'enthousiasme et l'optimisme des débuts ont tendance à s'essouffler. Certes les cadres révolutionnaires gardent intacte leur foi en l'avenir, mais le régime doit sans trêve réagir contre la bureaucratisation et l'opportunisme, signes révélateurs d'une certaine lassitude, d'une perte de tonus.

De nombreuses déceptions expliquent cette évolution : à l'intérieur, le développement économique n'atteint pas la cadence prévue et les ménagères, pour leur ravitaillement, se heurtent à de grandes difficultés ; à l'extérieur, les relations parfois orageuses avec les autres pays du camp socialiste tempèrent d'une note d'amertume les espoirs qui prévalaient voilà quelques années, tandis que l'hostilité des Etats-Unis ne désarme pas et que l'effervescence révolutionnaire qui secoue des pays comme le Mexique, l'Uruguay ou le Guatemala ne saurait faire oublier les échecs de la guérilla sur le continent, tragiquement illustrés non seulement par la mort du commandant Ernesto «Che» Guevara, mais aussi par la liquidation de maquis au Venezuela et au Pérou.

Le climat cubain, toujours difficile à saisir, transparait pourtant clairement dans le discours prononcé le 23 août dernier par M. Fidel Castro sur la crise tchécoslovaque. Les plus rudes expériences de la révolution marquent les propos du premier ministre cubain à cette occasion. Déformé par les agences de presse qui, comme à l'accoutumée, n'en ont transmis que des bribes, ce discours, étrange mélange d'amertume et de foi révolutionnaire, est bien à l'image du pays au moment où il s'apprête à fêter le dixième anniversaire de la chute de la dictature.

Les sources de l'amertume sont illustrées par l'histoire des relations entre La Havane et Prague. Le 23 août, M. Fidel Castro révèle que la Tchécoslovaquie fait payer à Cuba des armes qu'elle lui a livrées, alors même que ce matériel militaire a été capturé sur les forces nazies à la fin de la seconde guerre mondiale. Etrange conception de la solidarité des «pays socialistes frères», qui ne néglige aucune occasion de profit ! Mais cette expérience n'est pas la première. Voilà trois ans M. Fidel Castro critiquait publiquement la Chine, en termes particulièrement véhéments: il lui reprochait de ne pas respecter un accord commercial pour la livraison de riz à Cuba. De rudes contestations ont

marqué les échanges économiques avec la plupart des pays socialistes. Le matériel livré par divers pays d'Europe de l'Est était démodé, et Cuba préfère l'acheter, contre devises fortes, à la Grande-Bretagne, à la France ou à l'Espagne. Les usines promises ne sont fournies qu'avec plusieurs années de retard. Les achats de sucre cubain ont permis pendant longtemps à l'U.R. S.S. de réaliser de substantiels bénéfices, car une bonne partie était écoulee sur le marché occidental au prix fort. Il est vrai que l'équipement militaire a été dans une large mesure fourni gratuitement par l'Union soviétique, mais c'était pour M. Khrouchtchev un moyen de se faire pardonner la manière cavalière dont il avait traité les autorités cubaines pendant la crise des fusées en 1962.

Tous ces souvenirs sont présents à la mémoire de M. Fidel Castro lorsqu'il accuse la Tchécoslovaquie de lui avoir vendu non seulement «des usines d'une technologie extrêmement arriérée» mais aussi «n'importe quelle vieille ferraille». Sans doute faut-il faire la part de l'exagération, car les Tchèques ont aussi monté, à proximité de La Havane, une très moderne usine de chaussures. Mais les Cubains, aux portes du «monstre impérialiste», avaient tendance à idéaliser ce que devaient être leurs relations avec les pays socialistes. Or ils ont découvert qu'une idéologie commune n'assouplissait guère la loi d'airain du commerce international. La désillusion est profonde, et M. Fidel Castro accuse certains pays socialistes de «conserver les méthodes commerciales du monde capitaliste bourgeois ».

Du coup, les autorités cubaines ont tendance à se méfier des deux empires qui se disputent l'hégémonie mondiale. Les petits pays ne sont-ils pas voués à toujours être victimes de la voracité des grands ? La crainte est d'autant plus justifiée que les pressions des pays socialistes, tout comme celles des Etats-Unis, ne sont pas uniquement économiques. Les Etats-Unis, en effet, ne se sont pas contentés de décréter un embargo général, de même que l'U.R.S.S. ne s'est pas bornée à spéculer sur le sucre ou à contingenter strictement ses livraisons de pétrole. Les Deux Grands ont multiplié les pressions politiques, Washington pour isoler Cuba, Moscou pour essayer de rallier M. Fidel Castro dans sa polémique avec Pékin et même, au temps d'Annibal Escalante, pour essayer, avec l'aide de l'ambassadeur soviétique à La Havane, de grignoter le pouvoir des révolutionnaires au profit des communistes de la vieille école, nourri dans le sérail du Kominform et du Komintern. La Chine elle-même n'est pas exempte de tout péché à cet égard puisqu'il fallut en 1966 un éclat public pour la convaincre de mettre un terme à sa propagande dans les rangs de l'armée cubaine.

L'idéologie n'est pas la révolution

POUR les Cubains, il est clair qu'une commune idéologie n'élimine pas les rapports de force. Ils savent, certes, que comme le lion de la fable l'U.R.S.S. peut avoir besoin d'un plus petit que soi. Là réside leur possibilité d'arracher à l'Union soviétique quelques concessions, mais leur marge de manœuvre, ils ne l'ignorent pas, reste limitée.

Le plus grave, toutefois, est qu'ils sont ainsi conduits à s'interroger sur la valeur d'une idéologie encore toute neuve pour eux et qui peut pourtant leur paraître bien poussiéreuse. Dans son discours sur l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques, M. Fidel Castro a eu des mots très durs pour un système qui ne parvient guère à «développer une conscience internationaliste» et qui laisse toute une jeunesse sans défense devant la séduisante tentation «des idées et des goûts » venus de l'Occident capitaliste. Bien qu'il ne l'ait pas dit brutalement, il sait, par les jeunes Cubains revenus d'U.R.S.S., que toute une jeunesse soviétique ne partage pas la foi des générations précédentes, quelle est donc la valeur d'une idéologie qui, après cinquante ans d'épreuve du pouvoir, se trouve ainsi à peu près vidée de sens ? Son accusation est encore plus précise puisque, prenant au mot les dirigeants de Moscou, il s'indigne que, «après vingt ans de communisme en Tchécoslovaquie », une intervention militaire massive soit considérée comme le seul moyen de sauvegarder le communisme dans ce pays.

M. Fidel Castro n'est pas dupe : il sait fort bien que le socialisme qu'il critique ainsi, c'est celui de Gottwald et de Novotny, le stalinisme froidement impitoyable qui ne possède même pas l'excuse de poser de solides fondations pour un avenir meilleur. Et en même temps il dénonce le «révisionnisme» qui conduit des pays d'Europe de l'Est à revenir aux notions de marché, de stimulants matériels, de rentabilité des entreprises, etc. Rejetant simultanément stalinisme et révisionnisme, M. Fidel Castro s'affirme seul dans l'univers socialiste. Si le marxisme n'ouvre la voie qu'à la dureté stalinienne ou au relâchement révisionniste, les leaders cubains n'en veulent certainement pas. Mais justement ils gardent l'espoir que subsistent des possibilités de bâtir une société nouvelle indépendamment de ces deux caricatures du communisme idéal. Et, s'appuyant sur la jeunesse, ils poursuivent dans l'île des Pins, au sud-ouest du pays, une expérience dans laquelle ils ont placé toutes leurs espérances : former un homme nouveau dans une société nouvelle qui échapperait aux servitudes de l'argent et à l'avilissement par la course au profit.

Mais les dirigeants cubains rencontreront, là aussi, bien des déconvenues. Ils parlent du «travail volontaire» comme s'ils en avaient inventé l'idée, oubliant apparemment que la même formule, naguère mise à l'épreuve dans d'autres pays socialistes, a pu permettre de «donner un coup de collier» mais n'a jamais constitué une solution durable. Ils paraissent aussi négliger le fait que le «volontariat» appliqué à de grandes masses s'accompagne inéluctablement d'une contrainte morale qui en réduit singulièrement la signification réelle.

Toujours est-il que Cuba poursuit son rêve au milieu d'énormes difficultés et que, ce faisant, il réexamine d'un œil neuf une idéologie dont il n'admet pas que l'U.R.S.S. soit la gardienne. Les études sur la théorie marxiste ont été considérablement allégées dans les écoles cubaines de cadres. Depuis plusieurs années déjà M Fidel Castro a tourné en dérision les «perroquets» qui récitent leur «catéchisme» marxiste. Chaque événement qui passe ne peut

que l'inciter à faire peu de cas de dogmes qui, toujours invoqués en Europe de l'Est, ont conduit ces pays à adopter des politiques dans lesquelles il ne peut pas reconnaître son rêve. Son discours consacré à la Tchécoslovaquie ne peut laisser aucun doute à ce sujet, mais il ne fait que confirmer avec éclat une attitude qui apparaissait depuis plusieurs années. Ce qu'il veut, c'est une véritable révolution qui transforme non seulement les structures mais aussi les hommes. L'idéologie l'intéresse moins que cette révolution. Le 23 août, il a une fois de plus reproché au Kremlin de fournir une aide économique à des régimes latino-américains qui n'ont vraiment rien de révolutionnaire. Là encore l'accusation est ancienne, mais la voici reprise avec plus de force. De même, alors qu'il attendait que la guérilla enflamme toute l'Amérique latine, il ne cesse de s'irriter que Moscou préconise en fait un vague réformisme parlementaire. Les expériences accumulées depuis dix ans l'ont convaincu qu'une idéologie fripée ne serait pas la source de vastes bouleversements révolutionnaires en Amérique latine.

La guérilla, moyen privilégié de la révolution ?

FORTS de leur histoire vécue, les Cubains ont d'ailleurs conclu que la guérilla offrait en Amérique latine la seule voie révolutionnaire vraiment efficace. Ils n'ont négligé aucun effort pour entraîner dans leur sillage les militants du continent. Mais là encore ils se sont heurtés aux gardiens de l'idéologie : les partis communistes orthodoxes ont refusé la guérilla, sauf pour un temps le P.C. vénézuélien. Une fois de plus, ils se sont ainsi convaincus que l'idéologie n'est pas la révolution.

Mais la guérilla, considérée comme la forme supérieure de la lutte armée, a enregistré de sanglants échecs. Au Venezuela, les maquis ont essuyé de tragiques revers. Au Pérou, les meilleurs chefs guérilleros et leurs troupes ont été exterminés. En Bolivie, «Che» Guevara, la plus prestigieuse figure de la guérilla, a rencontré une mort qui a ébranlé bien des certitudes.

La guérilla est-elle donc, comme on le professe à Cuba, le moyen privilégié de la révolution latino-américaine ? Certes des maquis poursuivent leur lutte au Guatemala, pendant que d'autres s'organisent sans doute ailleurs. Mais si la fièvre révolutionnaire reste intense en Amérique latine, rien ne prouve que la guérilla doive nécessairement la conduire à la victoire. Dans le courant de l'été, l'agitation qui secoue des pays comme le Mexique et l'Uruguay ne doit rien à l'action de maquis retranchés dans les montagnes. Les dirigeants cubains n'y voient-ils pas une raison de réviser leur stratégie révolutionnaire ? En vertu d'une analyse assez simple, les révolutionnaires péruviens avaient choisi de porter leur action parmi les Indiens des Andes, tandis que «Che» Guevara choisissait les jungles de la Bolivie sans parvenir vraiment à entraîner derrière lui les paysans. On visait ceux qui avaient le plus de raison de se révolter : les plus pauvres, les plus opprimés, les plus désespérés. Ce calcul n'avait certes rien d'illogique. Mais c'est un pays comme le Mexique, qui a déjà fait sa révolution voilà un demi-siècle, qui paraît aujourd'hui le plus menacé. Et c'est un pays comme l'Uruguay, «la Suisse de l'Amérique latine»,

qui traverse aujourd'hui une crise dont nul n'entrevoit l'issue. Deux pays relativement démocratiques et relativement évolués sont le théâtre de combats de rues. Et dans les deux cas ce ne sont pas les paysans pauvres mais les étudiants venus de la petite bourgeoisie qui constituent le fer de lance du mouvement.

Ces faits récents ne suffisent certes pas à reléguer la guérilla dans l'armoire des accessoires démodés. Mais ils remettent en question les théories dont Régis Debray s'était hâtivement fait le porte-parole en simplifiant un schéma révolutionnaire, peut-être séduisant pour l'esprit, mais négligeant ou sous-estimant trop de facteurs. D'ailleurs le fait le plus remarquable est bien que les récents événements du Mexique et de l'Uruguay renouent avec la tradition de Cuba au temps de Battista. La chute de la dictature n'a pas été provoquée uniquement par les guérilleros barbus de la sierra Maestra. En voulant faire la théorie de leur propre expérience, les Cubains ont eu tendance à minimiser le rôle de la résistance urbaine, de l'action menée dans la capitale et dans les principales villes de province par les étudiants et par des membres de la bourgeoisie. Les violences de Mexico et de Montevideo ne peuvent pas ne pas inciter les dirigeants cubains à tenir compte maintenant de toutes les complexités du problème dans la mesure où ils ont été tentés de les oublier quelque peu.

Pas de concession aux impérialistes

LE gouvernement de La Havane est ainsi conduit à tirer la leçon des désillusions qui marquent ses relations avec l'Europe de l'Est, en même temps qu'il doit regarder d'un œil neuf le potentiel révolutionnaire de l'Amérique latine. Dans son jeu, un seul élément stable, immuable : l'hostilité des Etats-Unis, qui ne renoncent pas à étouffer la révolution cubaine. Partout ailleurs, les cartes n'ont pas tenu ce qu'elles promettaient. Pour M. Fidel Castro, qui n'aurait pas conquis le pouvoir s'il était moins obstiné, ce n'est certes pas une raison d'enterrer sa foi révolutionnaire. Dans son discours du 23 août sur la crise de Tchécoslovaquie il a déchaîné le même enthousiasme populaire en proclamant que le peuple cubain est prêt à «sombrier avec notre révolution plutôt que de survivre au prix d'une concession aux impérialistes». Cette vision apocalyptique est bien dans la manière cubaine, et elle ne se traduit pas par une simple clause de style. Mais elle ne permet pas davantage d'étudier des problèmes posés depuis longtemps et que chaque événement, de l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie aux émeutes de Mexico, remet en lumière pour inviter les dirigeants cubains à analyser avec rigueur leurs conceptions et leurs positions. CLAUDE JULIEN.